

pression (dont les quelques Français courageux, détenus pour leur solidarité active envers la révolution algérienne) furent associées dans un même hommage. Il fut déploré que les massacres d'Algériens du 17 octobre et des jours suivants n'aient pas entraîné la même protestation massive que la tuerie du 8 février.

L'organisation proprement dite de la lutte anti-fasciste fut au centre de plusieurs interventions, et le rôle du F.U.A. défini dans ce contexte. Tous se montrèrent d'accord pour estimer que l'annonce de la paix prochaine ne devait pas interrompre, ni même atténuer l'action des comités antifascistes. L'accent fut mis sur **L'UNITE**, enfin réalisée au Quartier Latin, au sein même du F.U.A. **DANS L'ACTION**; cette action fut définie comme ne devant pas se limiter à la défensive (riposte aux attentats, dénonciation des fascistes), mais **PRENDRE L'OFFENSIVE**, pour détruire, physiquement si nécessaire, tous les embryons fascistes du Quartier Latin. Le problème de la « violence nécessaire » m'a semblé ne poser aucun problème. « Avec le fascisme, on ne discute pas, on l'écrase ». La conséquence naturelle de cette constatation : il faut **S'ORGANISER EN GROUPES D'AUTO-DEFENSE**, ne pas s'offrir en victimes, les bras nus, mais être prêts à la riposte, et ne tolérer aucun agissement fasciste. Ces thèmes constituèrent l'essentiel des interventions. Certes, un étudiant (médecine) s'inquiéta, en passant, des « droits » des minorités européennes, au lendemain de l'indépendance (au fait, quels sont ces « droits » ?), ce à quoi un autre étudiant répondit en remarquant que si les « garanties » aux minorités européennes sont prises à cœur dans certains milieux, y compris de la gauche française, on semble s'y soucier beaucoup moins d'exiger de semblables garanties pour les travailleurs algériens résidant en France.

On ne peut que déplorer le black-out total de la presse sur ce meeting ; « l'Humanité » ne publia pas le moindre compte-rendu (alors que la moindre réunion de quartier est montée en épingle...). Ceci confirme que, bien que jouissant d'un accord de principe tant du P.S.U. que du P.C. (dont les représentants ont d'ailleurs pris la parole au meeting, à titre d'invités) le F.U.A. est en fait, plus « toléré » qu'admis — tolérance imposée par son audience, sa capacité à mobiliser les étudiants anti-fascistes (et peut-être la crainte d'un éclatement spectaculaire à l'U.E.C., en cas de sabotage trop apparent du P.C.).

Cette réticence à l'égard du F.U.A. ne saurait nous étonner, car c'est la condamnation des thèmes opportunistes et légalistes du P.S.U. et du P.C.F.

J'ai retiré de cette réunion le sentiment encourageant que quelque chose est en train de changer dans la jeunesse, et qu'il ne sera pas facile de « canaliser » ce courant qui cherche sa voie en dehors des sentiers battus de l'opportunisme, dans la lutte.

ROBERTA.

**PERMANENCE
PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONALISTE**

**« LA VERITE
DES TRAVAILLEURS »**

64, rue de Richelieu - Paris-2^e

RIC. 03-52 et la suite

Métro Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.

Le samedi, tout l'après-midi

Fédération des Comités Antifascistes

Dans les derniers numéros de la Vérité des Travailleurs nous avons informé nos lecteurs de la constitution d'une Ligue pour le rassemblement antifasciste et relaté les discussions qui ont présidé à sa naissance.

Le P.C.F. avait dès l'annonce de l'initiative des promoteurs de la Ligue, Jean-Paul Sartre, Laurent Schwartz, mis en garde contre la Ligue. Du haut de la tribune du Comité central Laurent réitéra sa condamnation. Cependant la direction du P.C.F. dut opérer un recul, elle ne put procéder à un boycottage pur et simple. Elle envoya un membre du Comité central, Guy Besse, pour participer activement, à la réunion de la Grange-aux-Belles, du 11 février dernier, au cours de laquelle fut élu par près de mille personnes un Comité de coordination.

Guy Besse s'employa, avec succès d'ailleurs, à faire accepter une orientation qui limite les objectifs et les activités de la direction de la Ligue : la Ligue doit rester une organisation d'universitaires, étudiants et professeurs. Cette orientation s'opposait aux propositions de nombreux participants qui voulaient que tous les comités antifascistes, universitaires, de quartiers et même d'usine, soient affiliés à la Ligue qui en aurait ainsi assuré la direction.

Cette position traduisait le sentiment de la nécessité de coordonner l'activité des Comités de base qui s'ignorent, pour agir avec efficacité.

Le P.C.F. se méfie de toutes les initiatives de ce genre ; il redoute que, perdant le contrôle des masses, les travailleurs l'entraînent dans une politique qui dépasse les objectifs de la démocratie renouée. Guy Besse triompha facilement, parce qu'en réalité les propositions qu'il combattait n'étaient pas à la hauteur des sentiments qui les inspiraient : une Ligue composée exclusivement d'universitaires ne peut pas s'ériger en direction des Comités antifascistes ouvriers.

C'est une autre proposition qu'il aurait fallu faire, une proposition qui aurait tenu compte de la nécessité de coordonner l'activité des Comités antifascistes et du rôle fondamental que la classe ouvrière doit jouer dans toute mobilisation de masse

Il fallait, par conséquent, proposer que tous les Comités de base d'un même arrondissement, d'une même ville, d'un même canton, tiennent des assises pour élire des directions cantonales, ou de commune, ces assises précédant des conférences départementales préparant, elles, directement un Congrès national au cours duquel serait élu un Comité national de coordination de l'activité des Comités de base.

C'est dans un tel organisme représentatif des masses en lutte que la Ligue universitaire aurait pu s'intégrer.

La Conférence de la Grange-aux-Belles aurait dû exprimer un vœu en ce sens. Il aurait été, bien sûr, combattu par Guy Besse, mais avec beaucoup plus de difficulté parce qu'il plaçait la discussion sur son véritable terrain.

Il faut rappeler qu'en 1925 le P.C.F. avait travaillé à la constitution d'un Comité National contre la poursuite de l'expédition impérialiste au Rif.

Il faut ajouter que les manifestations de rappelés en 1956 n'ont pu faire leur jonction avec le mouvement des masses parce que, précisément, les militants responsables du P.C.F. s'opposaient à la fédération des Comités de base et même à l'établissement de relations entre comités voisins.

C'est en reconnaissant et même en suscitant l'organisation autonome des masses que le Parti assure son rôle dirigeant de façon convaincante et efficace car ainsi il manifeste sa vocation démocratique et révolutionnaire. Il fait tomber les préventions qu'entretiennent les manœuvres.

La mobilisation des masses y gagne et le Parti aussi.